

ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE - FMH

Culture et Développement
Vers un état des lieux après l'adoption de l'Agenda de
Développement Durable 2030

Par Raymond Weber, Président de l'Association Marcel Hicter pour la Démocratie Culturelle

Décembre 2015

Culture et Développement Vers un état des lieux après l'adoption de l'Agenda de Développement Durable 2030

Par Raymond Weber, Président de l'Association
Marcel Hicter pour la Démocratie Culturelle

L'année 2015 a été une année riche pour le
développement (durable).

Non seulement l'Union Européenne en a fait une
« Année européenne pour le Développement »,
autour des thématiques : « notre monde, notre
dignité, notre avenir », mais il y a eu aussi trois
rendez-vous extrêmement importants au niveau
mondial :

- la Conférence d'Addis-Abeba, en juillet, avec
l'adoption d'un Programme d'action sur le
financement du développement ;
- le Sommet sur le Développement Durable, en
septembre à New York, avec l'adoption d'un
Programme de Développement Durable à l'horizon
2030, où 17 Objectifs de Développement Durable
(ODD) remplacent les 8 Objectifs du Millénaire pour
le Développement (OMD) qui ont guidé la politique
de développement entre 2000 et 2015 ;
- la COP21, en décembre à Paris, qui vise à réviser la
Convention Cadre des Nations Unies pour les
changements climatiques (entrée en vigueur en
1994, deux ans après la Conférence de Rio de
Janeiro), ainsi que le Protocole de Kyoto (entré en
vigueur en 2005), notamment pour obtenir un
accord universel, juridiquement contraignant, sur le
climat, ayant pour but de maintenir le
réchauffement climatique au-dessous de 2%.

Cette Année Européenne, ainsi que les trois grands
rendez-vous au niveau mondial, constituent
incontestablement une avancée importante pour
mettre progressivement en place « un

développement inclusif, durable et résilient » (Helen
Clark, Administrateur du PNUD). C'est notamment
l'adoption de l'Agenda de Développement Durable à
l'horizon 2030, qui permettra de mettre en œuvre un
programme d'action universel et global, à travers ses
17 ODD et 169 « Cibles », en équilibrant les trois
dimensions du développement durable –
économique, sociale et environnementale – et en
couvrant des domaines tels que la lutte contre la
pauvreté et contre les inégalités, la sécurité
alimentaire, la santé, l'éducation, l'égalité entre les
hommes et les femmes, l'accès à la justice et à des
institutions comptables de leurs actions, la
promotion de sociétés pacifiques et inclusives,
l'intégration sociale et la protection de
l'environnement...

Il convient aussi de souligner que, à l'inverse des
OMD qui avaient été élaborés par un groupe
d'experts à huis clos, l'Agenda post-2015 est le
résultat d'un processus de négociation qui a
impliqué les 193 Etats Membres des Nations Unies et
engagé la participation sans précédent de la société
civile et d'autres acteurs.

Enfin, il est important d'insister sur le fait que cet
Agenda se veut « une vision universelle, intégrée et
de transformation pour un monde meilleur, (...) un
ordre du jour pour la prospérité partagée, la paix et
les partenariats » (Ban Ki-Moon, Secrétaire Général
de l'ONU), qu'il concerne l'ensemble de l'humanité et
pas seulement les pays en développement et qu'il
convient donc de ne laisser personne de côté dans
cette quête collective. D'où l'importance du
partenariat mondial pour le développement
invoqué, nécessaire en vue de créer des effets
mobilisateurs pour la mise en œuvre de l'Agenda,
ainsi que pour la mise en place de mécanismes
mutuels de reddition de comptes pour toutes les
parties prenantes.

Et la culture dans tout cela ?

Alors qu'on peut considérer que la culture est
incontestablement l'une des quatre dimensions du
développement durable, aussi essentielle que les
dimensions économiques, sociales et
environnementales et qu'il est tout aussi évident
qu'une approche holistique et intégrale du

développement et du développement durable ne pourra se réaliser que si les valeurs de créativité, de patrimoine, de connaissance et de diversité culturelles sont intégrées dans tous les processus de développement (durable), la culture a été non seulement absente de l'Année Européenne du Développement de l'UE¹ et des rendez-vous d'Addis Abeba et de Paris, mais elle ne se retrouve pas non plus parmi les 17 Objectifs de l'Agenda 2030².

Il est vrai qu'il y a l'alinéa 36 de l'Agenda 2030 qui dit :

« Nous nous engageons à favoriser l'entente entre les cultures, la tolérance, le respect mutuel et une éthique de citoyenneté mondiale et de responsabilité partagée. Nous avons conscience de la diversité culturelle du monde et nous savons que toutes les cultures et toutes les civilisations peuvent contribuer au développement durable, dont elles sont des éléments indispensables »³.

Si l'UNESCO et la plupart des Etats semblent se satisfaire de cet alinéa dans la partie politique de l'Agenda, il n'en est pas de même des ONG culturelles et de la plupart des artistes et des acteurs culturels qui s'étaient mobilisés pour l'inclusion d'un Objectif culturel dans l'Agenda post 2015.

Sans même vouloir remonter à la Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles (1982) qui reconnaît que la culture représente une dimension fondamentale du processus de développement ou à la Conférence de Stockholm (1998) qui, après la Décennie mondiale du développement culturel (1988-1997) et le Rapport de la Commission mondiale sur la Culture et le Développement « Notre diversité créatrice » (1997) qui donnent une dimension stratégique et politique aux interactions entre culture et développement, il convient de rappeler que la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005) considère explicitement que la culture n'est pas seulement une source d'enrichissement pour l'humanité, mais qu'elle contribue aussi à réduire la pauvreté et à développer durablement les communautés locales, les personnes et les nations⁴.

Comment ne pas citer, par ailleurs, l'Agenda 21 de la Culture, adoptée en 2004 par la CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis) qui inclut explicitement la culture dans le modèle de développement durable

ou les différentes Résolutions adoptées en 2010, 2011 et 2013 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, reconnaissant la culture comme un facteur important d'inclusion sociale et d'élimination de la pauvreté et réclamant son intégration au cœur des politiques et stratégies de développement⁵. Sans oublier le Secrétaire Général de l'ONU qui, dans son Rapport de synthèse sur l'Agenda post-2015 disait :

« Nous devons également mobiliser le pouvoir de la culture dans ce changement transformateur que nous voulons. Notre monde est une mosaïque de cultures qui reflète la diversité de nos conceptions du développement durable. Il nous faudra encore beaucoup apprendre des différentes cultures qui nous entourent pour pouvoir bâtir le monde que nous nous sommes choisi. Si nous voulons y parvenir, les nouveaux objectifs de développement durable ne pourront pas rester l'apanage des institutions et des Etats. Il faudra que le peuple les fasse siens. Par conséquent, la culture, dans tous ses aspects, jouera un rôle important dans la réalisation du nouveau programme d'action ».⁶

Signalons aussi la Déclaration de Hangzhou de l'UNESCO (2013) « Mettre la culture au cœur des politiques de développement durable » qui proclame que la culture est à la fois un moteur et un catalyseur du développement durable, le 3^e Forum mondial de l'UNESCO sur la culture et les industries culturelles « Culture, Créativité et Développement durable » (Florence, octobre 2014), qui demande aux Etats « d'assurer l'intégration, dans l'Agenda de développement post-2015, d'objectifs et d'indicateurs explicites dédiés à la contribution de la culture, notamment dans le cadre des ODD (...) concernant la réduction de la pauvreté, la durabilité des villes et de l'urbanisation, la qualité de l'éducation, le changement climatique et l'environnement, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, l'inclusion sociale et la réconciliation » ou la Conférence « Culture et Développement. Vers une approche plus stratégique des politiques culturelles dans les relations extérieures de l'UE » (Echternach, septembre 2015) qui a plaidé pour une intégration plus transversale et plus systématique de la culture dans les relations extérieures de l'UE, y compris dans les politiques de développement et de développement durable.

On peut donc aisément comprendre la profonde déception de la société civile culturelle qui, après tous ces beaux textes et déclarations et après l'extraordinaire mobilisation organisée depuis 2012⁷, notamment autour de la Déclaration sur l'inclusion de la culture dans les ODD (septembre 2013), pouvait raisonnablement s'attendre à être entendue et prise en compte.

Quelles sont les raisons de cet échec ?

Même si une analyse définitive prendra encore quelque temps, on peut avancer, de manière – il est vrai – assez subjective et partielle, plusieurs raisons :

- les défenseurs d'une meilleure prise en compte des dimensions culturelles dans le développement et le développement durable n'ont sans doute pas réussi à suffisamment étayer leur argumentation d'un point de vue théorique. Il faut manifestement redoubler d'efforts dans la « recherche culturelle » qui doit réussir à mieux articuler les nouveaux paradigmes en politique culturelle et en politique de coopération au développement et les intégrer dans une approche de développement durable, impliquant un changement non seulement de certains concepts de base, mais aussi de mentalités et de pratiques. Nous restons largement prisonniers d'un « formatage » de la pensée qui fait que la culture est reconnue pour sa dynamique dans le développement économique (en termes de PIB et d'emploi) et, à la rigueur, dans son rôle pour la cohésion sociale, mais qu'on reste sceptique quant à son rôle comme vecteur de justice sociale et comme moteur de processus démocratiques. L'art et la culture, ce sont les chantiers de la tolérance, de la démocratie et de la paix. Tout comme ils sont des foyers de résistance et d'« indignation », face aux injustices, aux inégalités et aux discriminations ;

- alors que la plupart de nos sociétés sont aujourd'hui caractérisées par une « culturalisation » de l'économie et par une « économisation » de la culture et que nous devrions donc réussir à placer la culture au centre du développement économique et social, nous manquons d'ambition et semblons accepter que la culture, au lieu d'être « l'alpha et l'omega du développement » (Léopold Sédar Senghor), c.-à-d. la finalité, n'est que moteur, vecteur,

facilitateur, objet (et même pas sujet) du mainstream, bref « instrument » de développement. Où est la culture comme force de vie, comme énergie, comme créativité et faisceau de libertés, avec ses artistes et ses acteurs culturels, qui se battent pour un nouveau « vivre ensemble » ?

Pourquoi n'avons-nous pas réussi, jusqu'ici, à convaincre les décideurs politiques que le développement humain se nourrit de créativité, des expressions artistiques ainsi que du patrimoine culturel « et que c'est la culture qui donne à l'homme la capacité de réflexion sur lui-même. C'est elle qui fait de nous des êtres spécifiquement humains, rationnels, critiques et éthiquement engagés. C'est par elle que nous discernons des valeurs et effectuons des choix. C'est par elle que l'homme s'exprime, prend conscience de lui-même, se reconnaît comme un projet inachevé, remet en question ses propres réalisations, recherche inlassablement de nouvelles significations et crée des oeuvres qui le transcendent »⁸ ?

Pourquoi n'avons-nous pas réussi à convaincre les décideurs sociaux que le développement social exige créativité, une diversité des expressions culturelles, les arts et le patrimoine culturel comme moyen d'éducation, de cohésion sociale, de dialogue interculturel et de consolidation d'une « identité », personnelle et sociétale, fondée sur des valeurs et ouverte à l'Autre et à ses cultures ?

Pourquoi, enfin, n'avons-nous pas réussi à convaincre les décideurs économiques que le développement économique va bénéficier aussi bien du renforcement des capacités que d'investissements dans toutes les dimensions de la chaîne de valeur des arts, des industries culturelles et créatives, du patrimoine culturel matériel et immatériel, tout en créant des emplois et en générant des revenus en retour ?⁹

- dans cette « géopolitique » compliquée que nous connaissons aujourd'hui entre culture, développement, développement durable, changements climatiques, migrations, « guerre » contre les terroristes du Daech, d'Al Qaida et autres Boko Haram, qui demandent incontestablement une « cohérence des politiques »¹⁰, mais qui risquent de se concurrencer chaque fois qu'on parle des financements, est-ce que la culture est suffisamment forte et puissante pour se faire entendre, alors que

ses « lobbies » sont faibles et ne sont donc guère écoutés ?

- il semble que, pendant les négociations pour l'Agenda 2030, la culture a été invoquée, par certains Etats, comme argument pour bloquer la réalisation d'autres objectifs et comme instrument pour s'opposer à l'universalité des Droits de l'Homme. Il est évident, par ailleurs, que la culture, notion polysémique par excellence, notamment avec son insistance sur des « droits culturels », sur la promotion de la diversité culturelle, ainsi qu'avec son souci d'une « bonne gouvernance », peut être vécue comme un élément perturbateur, notamment par certains pays émergents qui craignent qu'on ne leur impose, par ce biais, des valeurs dont ils ne veulent pas et que leurs minorités ne réclament des droits jugés contradictoires avec l'identité et la cohésion nationales.

Même s'il reste sûrement très difficile de convaincre ceux qui veulent utiliser la « culture » pour imposer leur idéologie et pour s'opposer à tout changement nécessaire dans une société, les artistes et acteurs culturels feraient sans doute bien de mieux faire comprendre que les expressions artistiques et les particularités culturelles ne sauraient être opposées à l'universalité et à l'indivisibilité des Droits de l'Homme ;

- enfin, alors que depuis des décennies des exemples positifs d'une interaction dynamique entre culture et développement (durable) se multiplient partout dans le monde, nous communiquons sans doute mal sur ces acquis qui touchent toutes les régions du monde. Pourquoi ne pas donner davantage la parole aux artistes et aux acteurs de terrain dans nos conférences et réunions et pourquoi ne pas mieux les « utiliser » comme ambassadeurs auprès des décideurs politiques, économiques et sociaux, afin que ces exemples aboutissent à des stratégies et politiques inclusives ?

Que faire maintenant dans le cadre l'Agenda 2030 ?

Heureusement, les artistes et acteurs culturels ne sont pas restés longtemps sur cet échec, mais ont rebondi :

- d'une part, en « s'appropriant » différents ODD, et notamment :

- l'Objectif 1 (éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde) ;
- l'Objectif 2 (éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable) ;
- l'Objectif 3 (permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge) ;
- l'Objectif 4 (assurer l'accès de tous à l'éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie) ;
- l'Objectif 5 (parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) ;
- Objectif 8 (promouvoir une croissance soutenue, partagée et durable, du plein emploi productif et un travail décent pour tous) ;
- Objectif 9 (bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation) ;
- Objectif 11 (faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables) ;
- Objectif 12 (établir des modes de consommation et de production durables) ;
- Objectif 13 (prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions) ;
- Objectif 16 (promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes) ;

- d'autre part, en poussant le travail sur les indicateurs, culturels et de développement durable.

Il n'est sans doute pas inutile de reprendre ici quelques pistes d'action que les ONG, ayant fait campagne pour l'inclusion de la culture dans les ODD, proposent

« Nous encouragerons l'inclusion des dimensions culturelles dans les plans nationaux de développement, les mécanismes internationaux de coopération et autres stratégies et politiques découlant de Transformer notre monde. Nous croyons que des références à la culture doivent être faites à la fois dans les cibles du document final où la culture est mentionnée, mais aussi dans les autres cibles où la dimension culturelle est implicite. Nous

croyons fermement que les processus consultatifs qui seront mis de l'avant pour mettre en oeuvre Transformer notre monde devraient systématiquement inclure des acteurs du milieu culturel.

Nous croyons que le plaidoyer en faveur de la culture dans le développement durable doit être renforcé par une recherche fondée sur des données factuelles et des indicateurs. Il est nécessaire d'avoir des indicateurs fiables et inclusifs pour mesurer l'atteinte des cibles faisant mention de la culture. Nous voulons contribuer à la conception d'indicateurs culturels et de systèmes de données qui permettront une meilleure compréhension et une mesure, quanti-tative et qualitative, de la place de la culture dans le développement durable.

Nous recherchons des occasions de présenter de façon convaincante et inspirante les preuves du rôle de la culture pour le développement dans des forums internationaux d'une gamme étendue de disciplines, hors du secteur de la culture, dans le but de sensibiliser, favoriser la compréhension, établir des ponts et développer des partenariats.

Nous croyons que de nouveaux partenariats avec les organisations de la société civile, les au-torités publiques, les agences de l'ONU, les organisations intergouvernementales régionales, les réseaux internationaux, le secteur privé et les autres parties prenantes sont nécessaires, plus que jamais, afin d'étendre la prise de conscience du rôle essentiel de la culture pour le développement durable ».11

On peut souligner, par ailleurs, que la CGLU (Agenda 21 de la Culture) n'a pas attendu le Sommet de New York de septembre 2015 pour mettre en place un Plan d'Action¹², qui précise des engagements autour de 9 « secteurs » : droits culturels ; patrimoine, diversité et créativité ; éducation ; environnement ; économie ; équité et inclusion sociale ; planification urbaine et espaces publics ; information et savoir ; gouvernance culturelle.

L'échec concernant l'inclusion de la culture dans les ODD serait-il finalement une opportunité pour approfondir les interactions entre culture et développement, en développant la recherche, en précisant le plaidoyer ; en travaillant sur les

instruments et les méthodes de mise en oeuvre, en augmentant les coopérations et « coalitions » avec d'autres secteurs ?

Nous l'espérons en tout cas.



1 à part quelques manifestations organisées « en marge », comme une demi-journée consacrée à « culture et développement » par AFRICALIA, à Bruxelles, en juin 2015

2 et, parmi les 169 Cibles, seules 4 y font référence

3 cfr le Document ONU : A/RES/70/1, du 25 septembre 2015

4 cfr notamment l'article 13 qui préconise explicitement l'intégration de la culture aux questions de développement durable

5 Résolutions n. 65/1 (2010), n. 65/166 (2010), n. 66/208 (2011) et n. 68/223 (2013)

6 Rapport « La dignité pour tous d'ici à 2030 », paragraphe 132, A/69/700, décembre 2014

7 Déclaration signée notamment par IFACCA, Agenda 21 pour la Culture, FICDC, CultureActionEurope, ARterial, IMC-CIM, ICOMOS, Culture et Développement et ayant recueilli plus de 2.200 signatures provenant de 120 pays, incluant plus de 800 organisations de la société civile

8 Déclaration de Mexico, 1982

9 sans vouloir être cynique : la façon dont Daech et Al Qaida s'attaquent à la culture humaine, effaçant la mémoire collective des peuples, dynamitant le patrimoine commun de l'humanité, détruisant les écoles et brûlant les livres, ne montre-t-elle pas qu'ils ont compris l'importance de la culture pour l'identité et la dignité des personnes humaines et des sociétés ?

10 on peut d'ailleurs avoir l'impression que cette méthode de « la cohérence des politiques » remplace souvent la question du « pour quoi » de cette cohérence (pour quelles finalités et pour quels objectifs ?)

11 « La culture dans le document des ODD », communiqué de septembre 2015

12 « Culture 21 : Actions », Bilbao, mars 2015